

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/32435]

16 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de fonctionnement des jurys de l'épreuve de certification à l'issue de la formation initiale donnant accès au stage aux fonctions de promotion d'Inspecteur, ainsi que la pondération entre les critères d'évaluation et les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, tel que modifié par le décret du 24 février 2022, les articles 26, alinéa 4 et 28, alinéa 5 ;

Vu le « Test genre » du 15 mars 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation du secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné, selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 31 mars 2022 ;

Vu l'avis n^o 71.416/2 du Conseil d'Etat donné le 1^{er} juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2021 fixant les profils de compétences visés aux articles 17, alinéa 3, et 33, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2021 fixant le plan de formation initiale des inspecteurs en application de l'article 22, § 2, alinéa 1^{er}, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

Considérant que le nombre de candidats admis à la formation initiale est conséquent ;

Considérant qu'il est de bonne administration d'auditionner un maximum de 7 candidats par jour ; qu'en tablant sur une durée comprise entre 70 minutes et 80 minutes consacrée à chaque candidat et compte tenu du fait que la procédure est susceptible de s'étendre sur plusieurs semaines, il est raisonnable de prévoir l'audition de 5 candidats par jour ouvrable ;

Considérant dès lors qu'il faudrait 12 jours pour analyser et évaluer les productions écrites personnelles et 23 jours pour auditionner les 113 candidats, soit près de 4 semaines et demi rien que pour l'audition ;

Considérant que la composition du jury, telle que prévue par le décret précité, mobilise un grand nombre d'acteurs qui devront s'extraire de leurs responsabilités et de la gestion de leurs tâches pour une longue durée ;

Considérant la difficulté de mobiliser un seul fonctionnaire général de rang 15 au moins tous les jours sur deux mois ;

Considérant dès lors qu'il est nécessaire de constituer plusieurs jurys pour l'épreuve de certification, comme le permet l'article 28 du décret précité ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « le décret » : le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;

2^o « l'épreuve de certification » : l'épreuve de certification visée notamment aux articles 21 et 25 du décret ;

3^o « le jury » : le(s) jury(s) de l'épreuve de certification composé(s) conformément à l'article 28 du décret.

4^o « le candidat » : les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % du temps de chaque volet de la formation initiale ou la preuve qu'ils en ont été dispensés en vertu de l'article 24 du décret conformément à l'article 23, alinéa 2, du décret ;

5^o « le collège des présidents » : dans le cas où plusieurs jurys sont constitués, un collège réunissant les présidents de ces jurys, et chargé, moyennant décisions prises au consensus, de coordonner les travaux des jurys qu'ils président, afin d'assurer l'unité d'appréciation et l'égalité de traitement des candidats.

6^o « le dossier » : la production écrite personnelle visée aux articles 25 et 26 du décret.

TITRE II. — Modalités de fonctionnement du ou des jurys en application des articles 26, 27 et 28 du décret

Art. 2. § 1^{er}. Le jury se réunit valablement si la moitié au moins de ses membres sont présents.

§ 2. Le jury ne peut se réunir valablement que si le président ou son suppléant et au moins un membre de chacune des trois composantes du jury visées à l'article 28, alinéa 1^{er}, 2^o, 3^o et 4^o, du décret sont présents.

§ 3. Les réunions du jury peuvent être organisées en présentiel, ou sous forme de visioconférence ou moyennant hybridation du présentiel et de la visioconférence, selon la situation sanitaire ou les nécessités d'une bonne organisation.

Art. 3. Le jury se fait assister d'un ou de plusieurs secrétaire(s), désigné(s) par le fonctionnaire général qui dirige la Direction générale du Pilotage du système éducatif. Le secrétaire n'a pas de voix délibérative. Il est notamment chargé, en toute confidentialité, de dresser les procès-verbaux des délibérations du jury, de notifier les décisions du jury et d'avertir les organisations syndicales de la tenue des épreuves pour leur permettre d'assister aux réunions en qualité d'observateur conformément à l'article 28, alinéa 4, du décret.

Art. 4. Les décisions du jury sont prises à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 5. § 1^{er}. Les membres suppléants ne siègent qu'en cas d'empêchement des membres effectifs, dument justifié par un cas de force majeure, les nécessités du service ou un conflit d'intérêt éventuel, notamment dans les cas visés au paragraphe 2. Cette justification est communiquée par écrit et en temps utiles au président et au secrétaire du jury.

§ 2. Un membre du jury ne peut prendre part aux délibérations concernant un candidat dont il est soit le conjoint, soit le cohabitant, soit un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus.

Art. 6. Le membre du jury exerce son mandat en toute indépendance, en faisant preuve de rigueur, de discrétion et d'impartialité. Il est tenu à une obligation de confidentialité quant aux contenus et formes de l'épreuve de certification, aux contenus et formes des délibérations et à toute information à caractère personnel dont il aurait connaissance dans le cadre de son mandat. Il s'abstient de toute attitude et déclaration publiques quant au contexte, aux principes et aux modalités d'organisation et de délibération de cette épreuve, tant avant que pendant et après le déroulement de celle-ci. Il s'engage à participer avec assiduité aux travaux du jury.

Art. 7. § 1^{er}. Le jury est chargé notamment d'auditionner, d'évaluer les candidats, de valider les motivations des décisions pour chaque candidat ainsi que de procéder au classement des candidats par fonction, conformément aux articles 26 et 27 du décret. Lorsque plusieurs jurys chargés de l'épreuve de certification sont institués en exécution de l'article 28 du décret, le classement par fonction auquel procède chaque jury est arrêté moyennant coordination préalable par le collège des présidents, assisté d'au moins un expert externe par jury.

§ 2. Le jury arrête un canevas d'entretien des candidats à l'épreuve de certification.

§ 3. Lorsque plusieurs jurys sont institués en exécution de l'article 28 du décret, le collège des présidents coordonne l'adoption par les jurys qu'ils président un canevas d'entretien commun à l'ensemble des candidats convoqués devant chacun des jurys.

§ 4. La répartition des fonctions entre jurys est fixée par le Gouvernement. En cas de déséquilibre manifeste entre le nombre de candidats à auditionner par chaque jury de l'épreuve de certification, ou de circonstance imprévue, le collège des présidents peut opérer, par décision motivée, des adaptations à cette répartition pour garantir le déroulement efficient de l'épreuve de certification.

TITRE III. — *Modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve de certification*

Art. 8. § 1^{er}. Le dossier comporte maximum douze pages A4, annexes éventuelles non comprises, respectant les caractéristiques suivantes: police de caractère Calibri 11, interligne 1.14, marge par défaut.

Le Gouvernement charge le Ministre qui a l'Inspection de l'enseignement dans ses attributions de communiquer par voie électronique aux candidats la date de remise du dossier. Cette date est fixée au plus tôt 30 jours calendrier à dater du dernier jour de la formation initiale. La remise du dossier est organisée concomitamment pour tous les candidats et selon les mêmes conditions. Le candidat communique son dossier en format PDF et en format WORD par voie électronique aux services du Gouvernement. En cas de disparité de contenu entre les deux formats, la version en format PDF prévaut.

§ 2. Les Services du Gouvernement convoquent par courrier électronique avec accusé de réception les candidats à l'épreuve de certification au moins dix jours ouvrables avant la date fixée.

La défense du dossier par les candidats telle que visée à l'article 26, alinéa 2 du décret peut être organisée à différentes dates.

L'ordre de passage des candidats est déterminé par l'ordre numéral des fonctions d'inspecteur tel que précisé dans l'annexe du décret. Au sein de chaque fonction, les candidats sont classés par ordre alphabétique.

Art. 9. § 1^{er}. La partie écrite consiste en la remise du dossier tel que décrit à l'article 26, alinéa 1^{er}, du décret.

Les candidats sont tenus de référencer les idées et citations qui proviennent d'un autre auteur qu'eux-mêmes.

Toute forme de plagiat est interdite et sera pénalisée dans la cotation finale de l'épreuve.

§ 2. La partie orale consiste en un entretien devant un jury au cours duquel le candidat à la fonction d'inspecteur défend l'une des deux études de cas personnel exposées dans son dossier. Le candidat choisit le cas personnel qu'il décide de présenter, conformément à l'article 26, alinéa 2, du décret. Le candidat informe le jury de son choix lorsqu'il communique son dossier aux services du Gouvernement. Le candidat peut accompagner la présentation d'un support, notamment à l'aide d'un logiciel de présentation. Le support ne sera pas évalué.

Le temps consacré à la présentation orale de l'étude de cas est de maximum 15 minutes par candidat. Un temps maximal de 30 minutes est consacré aux questions du jury.

Les représentants syndicaux peuvent assister, à titre exclusif d'observateurs, à la défense du dossier devant le jury, conformément à l'article 28, alinéa 4, du décret. Ces derniers sont tenus à la plus grande discrétion durant le déroulement de la défense du dossier et à une obligation de confidentialité quant à la teneur de l'épreuve, y compris après l'issue de la procédure de certification.

Art. 10. Lorsque plusieurs jurys sont institués en exécution de l'article 28 du décret, tous les candidats à une même fonction seront évalués par un même jury afin de respecter le principe d'égalité.

Art. 11. Les candidats qui postulent plusieurs fonctions d'inspecteur sont auditionnés à une seule reprise par un même jury, déterminé par le collège des présidents en tenant compte de la bonne organisation de l'ensemble des auditions.

TITRE IV. — *Pondération entre les critères d'évaluation*

Art. 12. Chacun des cinq critères d'évaluation fixés à l'article 26, alinéa 3, du décret est noté sur 30 points. Le total est ramené sur 100 points.

La cotation attribuée s'arrête à la deuxième décimale. Exceptionnellement en cas d'ex-aequo, il est tenu compte de la troisième décimale et ainsi de suite, jusqu'au départage.

Art. 13. Le résultat de l'épreuve de certification et le classement des candidats par fonction ayant réussi l'épreuve sont transmis par le jury au Gouvernement et notifiés aux candidats au plus tard dans les 40 jours ouvrables à dater de la dernière défense orale présentée dans le cadre de l'épreuve de certification organisée au terme d'une session de formation initiale.

TITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

Art. 15. Le Ministre qui a l'Inspection de l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 2022.

Le Ministre- Président,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Education,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/32435]

16 JUNI 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de werkingsregels voor de examencommissies voor de certificeringsproef aan het einde van de initiële opleiding die toegang verleent tot de opleiding voor de bevorderingsambten van inspecteur, alsook de weging tussen de beoordelingscriteria en de nadere regels voor de organisatie en de beoordeling van de proef

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 februari 2022, artikelen 26, vierde lid en 28, vijfde lid;

Gelet op de "Gendertest" van 15 maart 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het syndicaal onderhandelingsprotocol in het onderhandelingscomité van sector IX, het provinciaal en lokaal comité voor overheidsdiensten - afdeling II en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs, volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de overheidsbesturen en de vakbonden van de ambtenaren die onder deze besturen ressorteren, gesloten op 31 maart 2022;

Gelet op het advies nr. 71.416/2 van de Raad van State, uitgebracht op 1 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2021 tot vaststelling van de bevoegdheidsprofielen bedoeld in de artikelen 17, derde lid, en 33, eerste lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 2021 tot vaststelling van het initiële opleidingsplan voor inspecteurs bij toepassing van artikel 22, § 2, eerste lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

Overwegende dat menige kandidaten tot de initiële opleiding worden toegelaten;

Overwegende dat het een goed bestuurspraktijk is om maximaal 7 kandidaten per dag te interviewen; dat, uitgaande van een tijdsduur van 70 à 80 minuten per kandidaat en rekening houdend met het feit dat de procedure waarschijnlijk verscheidene weken in beslag zal nemen, het redelijk is te voorzien in het interviewen van 5 kandidaten per werkdag;

Overwegende dat het 12 dagen zou nemen om de persoonlijke schriftelijke producties te analyseren en te evalueren en 23 dagen om de 113 kandidaten te auditen, d.w.z. bijna vier en een halve week alleen al voor de auditie;

Overwegende dat de samenstelling van de examencommissie, zoals bepaald in bovengenoemd decreet, een groot aantal actoren mobiliseert die zich voor lange tijd zullen moeten onttrekken aan hun verantwoordelijkheden en het beheer van hun opdrachten;

Overwegende de moeilijkheid om één enkele algemene ambtenaar van rang 15 minstens elke dag gedurende twee maanden te mobiliseren;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is voor de certificeringsproef verscheidene examencommissies samen te stellen, zoals is toegestaan bij artikel 28 van bovengenoemd decreet;

Op de voordracht van de minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "het decreet": het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

2° "de certificeringsproef": de certificeringsproef bedoeld in namelijk de artikelen 21 en 25 van het decreet;

3° "de examencommissie": de examencommissie(s) voor de certificatieproef samengesteld overeenkomstig artikel 28 van het decreet.

4° "de kandidaat": de kandidaat die een attest voorlegt waaruit blijkt dat hij elk deel van de initiële opleiding daadwerkelijk voor ten minste 75 % heeft gevolgd of het bewijs dat hij daarvan is vrijgesteld krachtens artikel 24 van het decreet overeenkomstig artikel 23, tweede lid, van het decreet;

5° "het college van voorzitters": wanneer er meerdere examencommissies zijn samengesteld, een college bestaande uit de voorzitters van die examencommissies die, door middel van bij consensus genomen beslissingen, belast zijn met de coördinatie van de werkzaamheden van de door hen voorgezeten examencommissies, teneinde de eenheid van de beoordeling en de gelijke behandeling van de kandidaten te waarborgen.

6° "het dossier": de persoonlijke schriftelijke productie bedoeld in de artikelen 25 en 26 van het decreet.

TITEL II. — Werkwijze van de examencommissie(s) met toepassing van de artikelen 26, 27 en 28 van het decreet

Art. 2. § 1. De examencommissie komt geldig bijeen indien minstens de helft van haar leden aanwezig is.

§ 2. De examencommissie kan slechts geldig vergaderen indien de voorzitter of zijn plaatsvervanger en ten minste één lid van elk van de drie examencommissie-onderdelen bedoeld in artikel 28, eerste lid, 2°, 3° en 4° van het decreet aanwezig zijn.

§ 3. De vergaderingen van de examencommissie kunnen in persoon, per videoconferentie of door een combinatie van persoonlijke aanwezigheid en per videoconferentie worden georganiseerd, afhankelijk van de gezondheidssituatie of de behoeften van een goede organisatie.

Art. 3. De examencommissie wordt bijgestaan door een of meer secretarissen, aangewezen door de algemene ambtenaar die de leiding heeft van de algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel. De secretaris is niet stemgerechtigd. Hij is inzonderheid belast met het in alle vertrouwelijkheid opmaken van de notulen van de beraadslagingen van de examencommissie, het meedelen van de beslissingen van de examencommissie en het in kennis stellen van de vakbondsorganisaties van het organiseren van de proeven, zodat zij de vergaderingen als waarnemers kunnen bijwonen, overeenkomstig artikel 28, vierde lid, van het decreet.

Art. 4. De beslissingen van de examencommissie worden genomen bij de meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 5. § 1. De plaatsvervangende leden nemen alleen zitting indien de gewone leden verhinderd zijn wegens overmacht, het belang van de dienst of een mogelijk belangenconflict, inzonderheid in de in paragraaf 2 bedoelde gevallen. Deze motivering moet tijdig en schriftelijk aan de voorzitter en de secretaris van de examencommissie worden meegedeeld.

§ 2. Een examencommissielid mag niet deelnemen aan de beraadslagingen over een kandidaat van wie hij de echtgeno(o)t(e), samenwonende partner, ouder of familielid is tot en met de vierde graad.

Art. 6. Het examencommissielid oefent zijn mandaat uit in volkomen onafhankelijkheid, striktheid, discretie en onpartijdigheid. Hij is tot geheimhouding verplicht met betrekking tot de inhoud en de vorm van de certificeringsproef, de inhoud en de vorm van de beraadslagingen en alle informatie van persoonlijke aard die hem in de uitoefening van zijn ambt ter kennis zou kunnen komen. Hij dient zich te onthouden van publieke verklaringen of uitspraken over de context, de beginselen en de organisatie- en beraadslagingsmethoden van deze proef, zowel vóór, tijdens als na het examen. Hij verbindt zich ertoe met grote inzet aan de werkzaamheden van de examencommissie deel te nemen.

Art. 7. § 1. De examencommissie is inzonderheid belast met het interviewen en beoordelen van de kandidaten, het valideren van de motivering van de beslissingen voor elke kandidaat en het indelen van de kandidaten naar ambt, overeenkomstig de artikelen 26 en 27 van het decreet. Wanneer overeenkomstig artikel 28 van het decreet meerdere examencommissies worden ingesteld die belast zijn met de certificeringsproef, wordt de indeling naar ambt die door elke examencommissie wordt uitgevoerd, mits voorafgaande coördinatie bepaald door het college van voorzitters, bijgestaan door minstens één externe deskundige per examencommissie.

§ 2. De examencommissie stelt een schema op voor het interview van kandidaten voor de certificeringsproef.

§ 3. Wanneer overeenkomstig artikel 28 van het decreet meerdere examencommissies worden ingesteld, coördineert het college van voorzitters de aanneming door de door hen voorgezeten examencommissies van een gemeenschappelijk schema voor het interview met alle kandidaten die voor elk van de examencommissies worden opgeroepen.

§ 4. De verdeling van de ambten tussen de examencommissies wordt bepaald door de regering. In geval van een duidelijk onevenwicht in verband met het aantal kandidaten dat door elk examencommissie van de certificeringsproef moet worden gehoord, of in geval van onvoorziene omstandigheden, kan het College van voorzitters bij een met redenen omklede beslissing deze verdeling aanpassen om het goede verloop van de certificeringsproef te waarborgen.

TITEL III. — Nadere regels voor de organisatie en beoordeling van de certificeringsproef

Art. 8. § 1. Het dossier bestaat uit maximaal twaalf bladzijden A4, eventuele bijlagen niet meegerekend, met inachtneming van de volgende kenmerken: lettertype Calibri 11, interlinie 1,14, standaardmarge.

De regering draagt de voor de onderwijsinspectie verantwoordelijke minister op, de kandidaten langs elektronische weg in kennis te stellen van de datum waarop de sollicitatie moet worden ingediend. Deze datum wordt ten vroegste 30 kalenderdagen na de laatste dag van de initiële opleiding vastgesteld. De indiening van het dossier wordt voor alle kandidaten op hetzelfde tijdstip en onder dezelfde voorwaarden georganiseerd. De kandidaat dient zijn dossier in PDF- en WORD-formaat elektronisch naar de overheidsdiensten te sturen. In geval van verschil tussen de twee formaten, prevaleert de PDF-versie.

§ 2. De regeringsdiensten sturen minstens tien werkdagen voor de vastgestelde datum een e-mail met ontvangstbevestiging naar de kandidaten voor de certificeringsproef.

De verdediging van het dossier door de kandidaten bedoeld in artikel 26, tweede lid, van het decreet, kan op verschillende data worden georganiseerd.

De volgorde van de kandidaten wordt bepaald door de numerieke volgorde van de inspecteursambten zoals vermeld in de bijlage bij het decreet. Binnen elk ambt worden de kandidaten in alfabetische volgorde gerangschikt.

Art. 9. § 1. Het schriftelijke gedeelte bestaat uit het indienen van het dossier zoals omschreven in artikel 26, eerste lid, van het decreet.

Kandidaten moeten verwijzingen naar ideeën en citaten die van iemand anders dan henzelf afkomstig zijn, duidelijk vermelden.

Elke vorm van plagiaat is verboden en zal worden bestraft in de eindscore van de proef.

§ 2. Het mondelinge gedeelte bestaat uit een onderhoud (interview) met een examencommissie, tijdens hetwelk de kandidaat-inspecteur een van de twee persoonlijke casestudy's uit zijn dossier verdedigt. De kandidaat kiest het persoonlijke geval dat hij wenst voor te leggen, overeenkomstig artikel 26, tweede lid, van het decreet. De kandidaat

deelt zijn keuze aan de examencommissie mee wanneer hij het dossier aan de regeringsdiensten toezendt. De kandidaat kan de presentatie vergezeld doen gaan van een ondersteuning, inzonderheid met behulp van presentatiesoftware. De steun zal niet worden geëvalueerd.

Voor de mondelinge presentatie van de casestudy is maximaal 15 minuten per kandidaat toegestaan. Er wordt maximaal 30 minuten uitgetrokken voor vragen van de examencommissie.

De syndicale vertegenwoordigers kunnen, uitsluitend als waarnemer, de verdediging van het dossier voor de examencommissie bijwonen, overeenkomstig artikel 28, vierde lid, van het decreet. Zij zijn gehouden tot de grootst mogelijke discretie tijdens de verdediging van het dossier en tot geheimhouding met betrekking tot de inhoud van de proef, zelfs na afloop van de certificatieprocedure.

Art. 10. Wanneer overeenkomstig artikel 28 van het decreet meerdere examencommissies worden ingesteld, worden alle kandidaten voor het zelfde ambt door eenzelfde examencommissie beoordeeld, teneinde het gelijkheidsbeginsel te eerbiedigen.

Art. 11. Kandidaten die voor meer dan één ambt van inspecteur solliciteren, worden eenmaal door dezelfde examencommissie gehoord, die door het College van Voorzitters wordt aangewezen met inachtneming van de goede organisatie van alle audits.

TITEL IV. — Weging van de beoordelingscriteria

Art. 12. Voor elk van de vijf beoordelingscriteria, vermeld in artikel 26, derde lid, van het decreet, wordt een score van 30 punten toegekend. Het totaal wordt teruggebracht tot 100 punten.

De toegekende score stopt bij het tweede cijfer achter de komma. In geval van ex aequo wordt het derde cijfer achter de komma in aanmerking genomen, enzovoort, totdat de ex aequo toestand is verbroken.

Art. 13. Het resultaat van de certificeringsproef en de rangschikking van de kandidaten naar ambt die voor de proef zijn geslaagd, worden door de examencommissie aan de regering meegedeeld en uiterlijk 40 werkdagen na de laatste mondelinge verdediging in het kader van de certificeringsproef die aan het einde van een initiële opleiding wordt georganiseerd, ter kennis van de kandidaten gebracht.

TITEL V. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Art. 15. De voor de Inspectie van het Onderwijs bevoegde minister is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 16 juni 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JÉHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/202658]

29 NOVEMBRE 2021. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 02 et 08 des divisions organiques 10 et 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, notamment l'article 39;

Vu le décret du 15 juillet 2021 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 septembre 2021;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'article de base 43.07 du programme 02 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, afin de pallier à l'insuffisance de crédits,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 5.878 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 5.878 milliers d'EUR sont transférés du programme 08 de la division organique 10 au programme 02 de la division organique 17.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivants des programmes 02 et 08 des divisions organiques 10 et 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Article de base	Crédit initial		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 10 01.02.08	455.754	140.674	- 5.878	- 5.878	449.876	134.796
DO 17 43.07.02	52.561	52.561	+ 5.878	+ 5.878	58.439	58.439